

*Pérou: Militarisation croissante
contre les manifestations
populaires*

Image not found or type unknown



La Havane, 14 déc. (RHC)- Des secteurs sociaux ont dénoncé la militarisation du Pérou face à l'augmentation de la mobilisation populaire en faveur de la libération de l'ancien président Pedro Castillo et de la dissolution du Congrès.

Le ministre de la Défense, Alberto Otarola, a annoncé au cours d'une conférence de presse à Lima le déploiement de militaires sur le réseau routier national et dans les principaux points stratégiques du pays, tels que les aéroports et les centrales hydroélectriques.

Il a annoncé la tenue d'une réunion aujourd'hui du Conseil de sécurité et défense nationale pour convenir de propositions telles que la coordination du ministère public et des forces armées.

Avec ce déploiement militaire, le gouvernement provisoire cherche à reprendre le contrôle des routes à un moment où, selon le dernier rapport de la police, il y a des barrages routiers dans 14 des 24 départements du Pérou.

"Nous avons également déclaré l'état d'urgence aujourd'hui dans les départements d'Arequipa et d'Ica, en plus de l'état d'urgence décrété à Andahuaylas, afin que les forces armées, en soutien à la police nationale, puissent prendre le contrôle de l'ordre interne", a-t-il déclaré.

Mardi a marqué le cinquième jour consécutif de manifestations au Pérou dans un contexte de répression policière. 7 personnes dont 2 jeunes de 15 et 18, sont mortes au cours des heurts depuis dimanche. Les manifestations demandent la fermeture du Congrès, la convocation d'une Assemblée constituante et la libération de Castillo, qui est détenu en prison pour rébellion présumée.

Le 7 décembre, Castillo, qui avait commencé son gouvernement en juillet 2021 pour un mandat de cinq ans, a été démis de ses fonctions par le Congrès, qui a nommé Dina Boluarte à la présidence.

Un juge péruvien a initialement ordonné sept jours de détention provisoire à l'encontre de Castillo, qui expirent mercredi.

Toutefois, le ministère public a annoncé mardi soir qu'il avait demandé à la justice 18 mois de détention provisoire pour l'ancien président, qui, avant sa destitution, a déclaré la dissolution temporaire du Congrès, convoqué des élections pour son renouvellement, décrété la mise en place d'un gouvernement d'exception et un couvre-feu national.

L'ancien président péruvien Pedro Castillo, a assuré qu'il ne "renoncerait jamais". "Je suis détenu de manière injuste et arbitraire, je ne suis ni un voleur, ni un violeur, ni un corrompu ou un voyou", s'est défendu Pedro Castillo par visioconférence lors de l'audience où le Parquet a demandé de prolonger sa détention provisoire.

Sources: TeleSur et AFP

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/307925-perou-militarisation-croissante-contre-les-manifestations-populaires>



Radio Habana Cuba